

Initiatives parlementaires

pourrons vivre, côte à côte, en égaux, dans un climat de paix et d'harmonie.

Je sais que nous, dans notre parti, voudrions nous joindre à tous les députés de la Chambre pour qu'on adopte une mesure législative permettant à tous les Canadiens de vivre dans un climat de ce genre.

Le président suppléant (M. Kilger): Comme il est 17 h 46, la Chambre passe maintenant à l'étude des initiatives parlementaires inscrites au *Feuilleton* d'aujourd'hui.

INITIATIVES PARLEMENTAIRES

[Traduction]

L'ÉCONOMIE SOUTERRAINE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 27 septembre, de la motion.

Mme Susan Whelan (secrétaire parlementaire du ministre du Revenu national, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureuse de parler aujourd'hui de la motion M-382 présentée par le député de Mississauga-Sud.

La question de l'économie souterraine me préoccupe et devrait inquiéter tous les Canadiens. La plupart se sont fait offrir un prix plus avantageux, s'ils payaient comptant. Lorsqu'une personne offre un meilleur prix à ceux qui paient comptant et ne fournit pas de facture, au moins deux choses se produisent: tout d'abord, le consommateur n'a absolument aucune protection ni aucun recours si le travail est mal effectué et, ensuite, les gouvernements perdent des recettes.

Plus l'économie souterraine est forte, moins les recettes gouvernementales sont élevées. L'économie souterraine crée une concurrence injuste pour les entreprises honnêtes. Cela entraîne des pertes d'emplois et les contribuables honnêtes doivent payer davantage que leur juste part d'impôt.

Je parle de l'économie souterraine avec des gens de ma circonscription. Ceux qui respectent la loi et paient leur part d'impôt n'aiment pas avoir à supporter un fardeau fiscal plus lourd parce que d'autres essaient d'échapper au fisc. Les entrepreneurs qui essaient de gagner honnêtement leur vie n'apprécient pas d'être désavantagés sur le plan de la concurrence par rapport aux entreprises et aux gens de métier qui demandent à être payés comptant pour éviter de payer des impôts.

Mes électeurs se demandent dans quelle mesure les recettes perdues nuisent à la capacité du gouvernement de maintenir les programmes socio-économiques si importants à notre bien-être. Lorsque nous acceptons de payer comptant, nous souscrivons à un crime et nous favorisons la fraude fiscale.

En tant que consommateurs, les Canadiens doivent refuser de payer comptant pour du travail fait au noir. Il est dans leur intérêt de le faire. Premièrement, le travail au noir constitue un danger pour les consommateurs s'il est mal fait ou s'il n'est pas d'aussi

bonne qualité qu'on l'aurait voulu. Deuxièmement, comme je le disais, il fait augmenter indûment les taxes et les impôts. Troisièmement, il compromet les services sociaux essentiels dont nous bénéficions tous.

Les entreprises doivent se rendre compte qu'en fin de compte, l'économie souterraine fait plus de mal que de bien. En effet, les entreprises honnêtes se trouvent désavantagées sur le plan de la concurrence parce qu'elles sont incapables d'offrir aux consommateurs les mêmes aubaines que les personnes qui effectuent le travail sans percevoir de taxe. De plus, la réputation d'un secteur d'activité entier peut se voir ternie à cause d'une poignée d'entrepreneurs malhonnêtes qui font du travail de mauvaise qualité.

Dans ma circonscription de Essex—Windsor, j'entends parler de gens qui exploitent des entreprises à partir du sous-sol de leur maison ou de leur garage, exigeant d'être payés comptant et s'en remettant au bouche-à-oreille pour obtenir des contrats. Ces entrepreneurs vous proposent généralement deux prix: l'un pour un travail payé comptant et l'autre, plus élevé, incluant les taxes applicables. Un grand nombre de gens et d'entreprises font des transactions illégales de ce genre pour ne pas avoir à payer de taxe ni d'impôt. Ils pensent seulement tromper le fisc. Or, comme je l'ai dit tout à l'heure, nous payons tous pour leur action.

Les conséquences néfastes de l'activité économique souterraine prennent la forme d'une diminution de l'épargne et de services essentiels, de taxes et d'impôts plus élevés qu'ils ne le seraient autrement, de concurrence déloyale et d'un niveau de vie moins élevé pour les contribuables honnêtes. Les gouvernements ne peuvent se permettre de laisser cette pratique se perpétuer sans rien faire. Il faut que le public sache que le régime fiscal est juste, que les règles du jeu sont équitables pour les entreprises honnêtes et que les mesures qui s'imposent seront prises à l'égard des gens qui essaient de frauder le système.

Le gouvernement a institué des mesures pour éliminer l'économie souterraine et s'assurer que le régime fiscal est administré de façon équitable. Le plan d'action du ministre du Revenu national invite Revenu Canada:

Premièrement, à encourager la conformité volontaire en clarifiant son importance et en expliquant les conséquences.

Deuxièmement, à travailler en étroite collaboration avec les provinces en échangeant de l'information afin de mieux cibler et d'améliorer les mesures d'application.

Troisièmement, à renforcer le programme du ministère visant à identifier les non-déclarants et les non-inscrits.

• (1750)

Quatrièmement, à établir des équipes de vérification spéciales chargées d'examiner les secteurs où le taux de non-conformité est élevé, comme la construction, la rénovation domiciliaire, les bijoux, l'industrie de l'accueil, les réparations automobiles et les autres secteurs de services.

Cinquièmement, à travailler en étroite collaboration avec d'autres ministères fédéraux, des groupes industriels clés et des organisations professionnelles.